

883504

940197

14 000 000

A.V.S.

SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
Au Capital de : 50.000 Francs

Siège Social : Domaine de la Venise
2, avenue de Villiers
77580 CRECY LA CHAPELLE

STATUTS

MODIFIES LE 01 OCTOBRE 1993

ONT ETABLI, AINSI QU'IL SUIV, LES STATUTS DE LA SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE DEVANT EXISTER ENTRE EUX.

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé, entre les propriétaires des parts composant le capital de la présente société, une Société à Responsabilité Limitée régie par la législation française en vigueur et les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

TOUTES PRESTATIONS DE SERVICE

- et plus généralement, toutes les opérations mobilières, immobilières, financières, commerciales ou industrielles pouvant favoriser le développement ou la réalisation de l'objet ci-dessus défini.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est :

A.V.S.
A VOTRE SERVICE

Dans tous les actes émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social et du numéro d'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés.



ARTICLE 4 - DUREE

La durée de la Société est fixée à soixante années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Elle peut être prorogée ou abrogée par dissolution anticipée.

ARTICLE 5 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé :

DOMAINE DE LA VENISE
2 AVENUE DE VILLIERS
77580 CRECY LA CHAPELLE

Il peut être transféré en tout autre lieu de la même ville par simple décision de la Gérance et en tout autre lieu par décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 6 - APPORTS

Il a été apporté à la Société, à savoir :

- par la Société à Responsabilité Limitée S.F.I.R. la somme de QUARANTE SEPT MILLE CINQ CENTS FRANCS ci,	47 500 F
--	----------

- par Mademoiselle Corinne FLEURY la somme de DEUX MILLE CINQ CENTS FRANCS	2 500 F
--	---------

TOTAL COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL	50 000 F
--------------------------------------	----------

Cette somme de CINQUANTE MILLE FRANCS (50 000 F) a été déposée dès ce jour au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation, auprès où elle
restera bloquée jusqu'à l'immatriculation de la Société au
Registre du commerce et des Sociétés.

Handwritten signature

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital est fixé à la somme de CINQUANTE MILLE FRANCS (50.000 F) divisé en cinq cents (500) parts de CENT FRANCS (100 F) chacune, numérotées de 1 à 500 et attribuées aux associés, savoir :

- à Madame Corinne FLEURY épouse GRAVELINE QUATRE VINGT CINQ PARTS numérotées de 1 à 85 ci,	85 parts
- à Monsieur Michel FLEURY et Madame BOISLEME épouse FLEURY, DEUX CENT CINQUANTE PARTS numérotées de 85 à 335 ci,	250 parts
- à Monsieur Frédéric GRAVELINE CENT SOIXANTE CINQ PARTS numérotées de 336 à 500 ci,	165 parts

TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL	500 parts

Les associés soussignés déclarent, conformément à la loi, que les CINQ CENT parts sociales présentement créées sont souscrites en totalité par les associés et intégralement libérées, qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus.

ARTICLE 8 - AUGMENTATION OU REDUCTION DE CAPITAL

Le capital pourra être augmenté ou réduit en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

En cas d'augmentation de capital, chaque associé dispose d'un droit préférentiel de souscription proportionnel à son nombre de part.

Si l'associé n'utilise pas ses droits en tout ou en partie, les droits restants sont répartis entre les associés désirant souscrire proportionnellement à leur nombre de parts.

Seuls les associés peuvent bénéficier de cette clause. les tiers ne peuvent participer à une augmentation de capital qu'avec l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital.

ARTICLE 9 - INDIVISIBILITE DES PARTS

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part.

Les co-propriétaires d'une part indivise, héritiers ou ayants cause d'un associé décédé, sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux considéré par elle comme seul propriétaire.

A défaut d'entente, il appartient à la partie la plus diligente de se pourvoir, ainsi que de droit, pour faire désigner par justice un mandataire chargé de représenter tous les co-propriétaires.

Les usufruitiers et nus-propriétaires devront également se faire représenter par l'un d'entre-eux. A défaut d'entente, la Société considérera l'usufruitier comme représentant valablement le nu-propriétaire, quelles que soient les décisions à prendre.

ARTICLE 10 - ADHESION AUX STATUTS

Les droits et obligations attachées aux parts sociales suivent ces dernières, en quelques mains qu'elles passent.

La propriété d'une part emporte de plein droit l'adhésion aux statuts de la Société et aux décisions collectives des associés.

ARTICLE 11 - CESSIONS DE PARTS

Les cessions de parts doivent être constatées par acte notarié ou sous seing privé.

Elles ne sont opposables à la Société qu'après avoir été signifiées à la Société par acte extrajudiciaire ou acceptées par elle dans un acte notarié conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Elles ne sont opposables aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et, en outre, après publicité au Registre du Commerce et des Sociétés.

A - CESSIONS ENTRE ASSOCIES

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Toutefois, un associé qui désire céder ses parts à un autre associé doit en avertir les autres associés par lettre recommandée. Ceux-ci disposent d'un délai de 15 jours pour faire savoir, par lettre recommandée, s'ils utilisent leur droit de préemption.

12

Celui-ci consistant en un droit proportionnel à leur nombre de parts dans le rachat des parts dont la cession est projetée. S'ils n'ont pas manifesté leur volonté dans le délai de 15 jours, ils sont réputés avoir abandonné leurs droits à due concurrence.

B - CESSIONS A DES TIERS

Elles ne peuvent être cédées au conjoint, à un ascendant ou à des personnes étrangères à la Société qu'après le consentement de la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois quarts du capital social et dans les conditions prévues par l'article 45 de la loi du 24 Juillet 1966.

Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus dans un délai de trois mois à compter de son refus d'acquérir ou de faire acquérir à un prix fixé dans les conditions prévues par l'article 1868, alinéa 5 du Code Civil, dans la mesure où les parts sont détenues depuis deux ans au moins.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus.

Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut sur justification être accordé à la Société par décision de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social saisi par ordonnance de référé.

Les sommes dues porteront intérêt au taux légal en matière commerciale.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues ci-dessus n'est intervenue, la cession initialement projetée peut se réaliser.

ARTICLE 12 - TRANSMISSION DES PARTS

Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux. Toutefois, le conjoint ou un héritier ne peut devenir associé qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Si le consentement est refusé, il est fait application des obligations exposées sous l'article 11 ci-dessus, et ce quelle que soit la durée de détention des parts.

ARTICLE 13 - NOMINATION DE GERANT

La Société est administrée par un ou plusieurs gérant pris parmi les associés ou en dehors d'eux en nommés par la collectivité des associés.

ARTICLE 14 - DUREE DES FONCTIONS

Monsieur Frédéric GRAVELINE est nommé Gérant pour une durée non limitée.

ARTICLE 15 - POUVOIRS DES GERANTS

Le ou les gérants ont, ensemble ou séparément, s'ils sont plusieurs, les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour faire et autoriser tous les actes et opérations dans les limites de l'objet social.

En conséquence, le gérant ou chacun des gérants a la signature sociale, mais il ne pourra en faire usage que pour les affaires de la Société.

ARTICLE 16 - OBLIGATIONS DES GERANTS

Les gérants sont tenus de consacrer tout le temps et les soins nécessaires à la bonne marche de la Société.

ARTICLE 17 - REMUNERATION DES GERANTS

Chacun des gérants a droit en rémunération de son travail, et indépendamment de ses frais de représentations, voyages et déplacements, à un salaire annuel fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel, à passer par frais généraux.

Le taux et les modalités de ce salaire sont fixés par délibération collective "ordinaire" des associés et maintenus jusqu'à décision contraire.

ARTICLE 18 - CESSATION DES FONCTIONS DE GERANTS

Les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié du capital social, et par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les gérants peuvent résilier leurs fonctions, mais seulement à la fin d'un exercice et à charge de prévenir les associés trois mois à l'avance et par lettre recommandée.

R.

ARTICLE 19 - DISPOSITIONS GENERALES CONCERNANT LES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises en Assemblée Générale ou par consultation écrite des associés, dans les conditions prévues par la loi du 24 Juillet 1966 et les textes subséquents.

Toute libération de l'Assemblée des associés est constatée par un Procès-Verbal établi et signé par les gérants

ARTICLE 20 - DECISIONS COLLECTIVES "ORDINAIRES"

Sont dites "ordinaires", les décisions collectives qui n'ont pas pour objet des modifications à apporter aux statuts.

Les conditions de majorité sont déterminées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 21 - DECISIONS COLLECTIVES "EXTRAORDINAIRES"

Sont dites "Extraordinaires", les décisions collectives qui ont pour objet les modifications à apporter directement ou indirectement aux statuts.

Les conditions de majorité sont déterminées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 22 - EXERCICE SOCIAL - INVENTAIRE

L'exercice social commence le 1er janvier pour finir le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice social commencera à compter de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés pour se terminer le 31 décembre 1988.

Les comptes sociaux, l'inventaire, les rapports sur les opérations de l'exercice et les rapports spéciaux établis par le ou les gérants et, éventuellement, par le ou les Commissaires aux Comptes, conformément aux lois et règlements en vigueur sont soumis à l'approbation des associés dans les conditions prévues par lesdites lois et règlements.

ARTICLE 23 - REPARTITION DES BENEFICES ET DES PERTES

Les produits de la Société constatés par l'inventaire annuel, déduction faite de tous les frais généraux et charges sociales de toute nature, ainsi que de tous les amortissements de l'actif social et de toutes réserves ou provisions pour risques commerciaux et industriels décidés par la Gérance, constituent des bénéfices nets.

Sur ces bénéfices, il est prélevé successivement :

. Cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

. Le solde est réparti, à titre de dividende, entre les associés gérants et non gérants, proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Toutefois, les associés peuvent, sur proposition de la gérance, reporter à nouveau ou affecter à la création de toutes réserves générales ou spéciales, dont ils déterminent, s'il y a lieu, l'emploi et la destination de tout ou partie de la part leur revenant dans les bénéfices.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés proportionnellement au nombre de parts leur appartenant, sans qu'aucun d'eux puisse en être tenu au delà du montant de ses parts.

Aucune distribution de bénéfices ne peut être faite lorsque l'actif net est ou deviendrait de ce fait inférieur au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

ARTICLE 24 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Si les associés décident de nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes, ceux-ci choisis sur la liste visée à l'article 219 de la loi du 24 Juillet 1966 sur les sociétés commerciales, sont nommés pour une durée de trois exercices.

Leurs pouvoirs, leurs fonctions, leurs obligations, leurs responsabilités, leurs révocations et leurs rémunérations sont ceux prévus par la loi du 24 Juillet 1966 et les décrets subséquents.

ARTICLE 25 - CAUSE DE DISSOLUTION

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, l'actif net de la société devient inférieur à la moitié du capital social, les associés décident, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

K.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve de dispositions de l'article 35 de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves ; si, dans ce délai, l'actif net n'a pas été reconstitué à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

ARTICLE 26 - LIQUIDATION

A l'arrivée du terme fixé par les statuts ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction, ou par un liquidateur nommé par les associés délibérants dans les conditions prévues pour les décisions collectives "Ordinaires".

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION

Les associés pourront décider la transformation de la présente société commerciale en société de toute autre forme, dans les conditions prévues à l'article 69 de la loi du 24 juillet 1966, sans que cette transformation puisse être considérée comme donnant naissance à un être moral nouveau.

ARTICLE 28 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, soit entre les associés, la gérance et la Société, entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux de Commerce du ressort du Siège Social.

ARTICLE 29 - PUBLICATIONS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour faire les dépôts et publications prescrits par la loi.

ARTICLE 30 - FRAIS

Tous les frais concernant le présent acte seront pris en charge par la société.

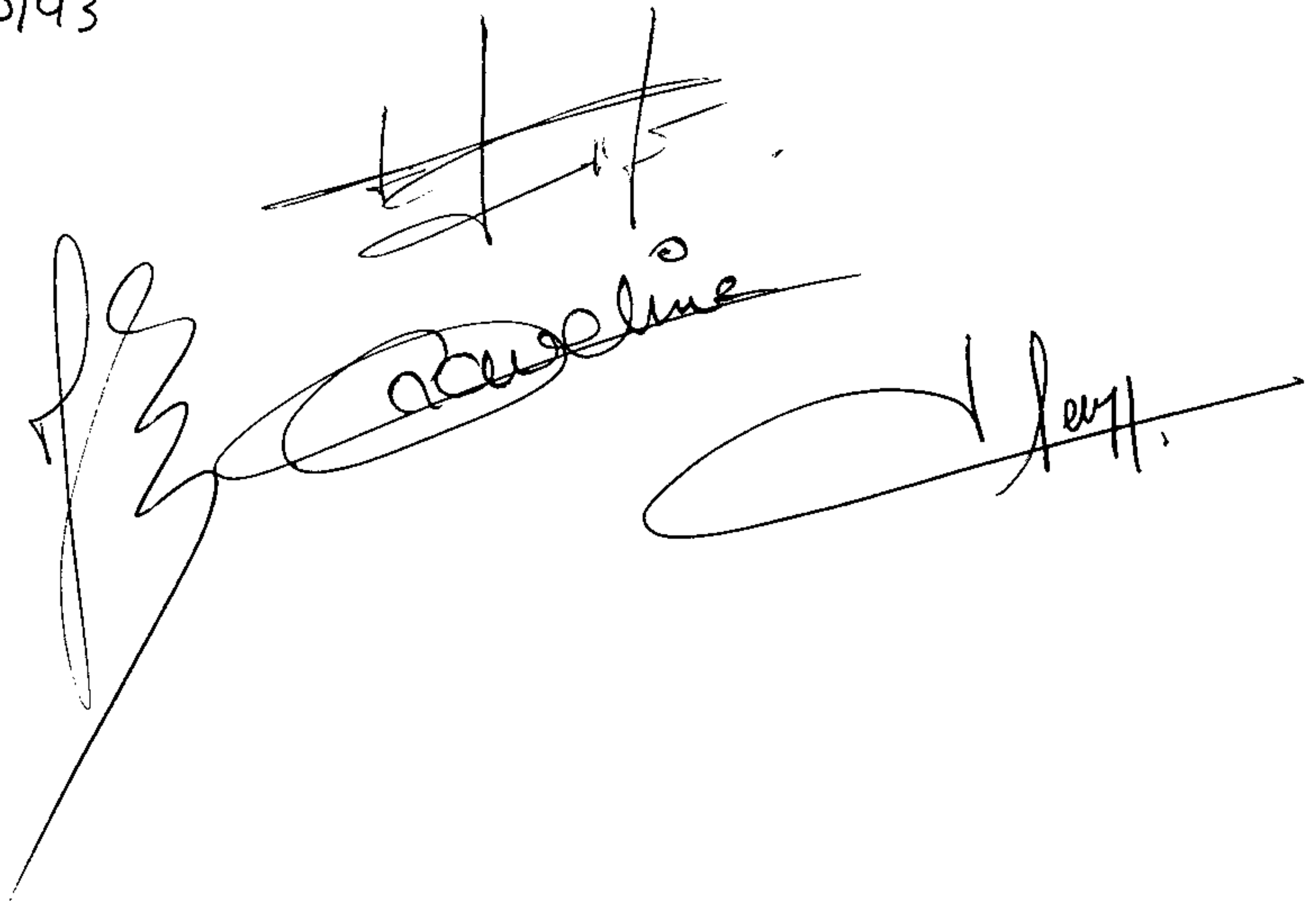
467.

ARTICLE 31 - ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN
FORMATION

L'état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, avec l'indication, pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulterait pour la société a été présenté aux associés avant la signature des présents statuts.

FAIT A CRECY LA CHAPELLE
EN CINQ EXEMPLAIRES

LE 01/10/93

The block contains three handwritten signatures. At the top center, there are initials 'H H' with a horizontal line through them. Below this, on the left, is a large, stylized signature that appears to be 'P3'. In the center, the name 'Aurélienne' is written in cursive and underlined. To the right of 'Aurélienne' is another large, stylized signature that appears to be 'J. L. L.'.

"A V S"
Société à Responsabilité Limitée
Au Capital de : 50.000 F

Siège Social : 2, avenue de Villiers
Domaine de la Venise
77580 CRECY LA CHAPELLE

RCS MEAUX : B 345 070 023
SIREN : 345 070 023

=====

PROCES-VERBAL DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 01 octobre 1993

=====

L'an mil neuf cent quatre vingt ~~treize~~
le premier octobre
à dix sept heures,

Les Associés de la Société "A V S", Société à Responsabilité Limitée au capital de CINQUANTE MILLE FRANCS (50 000 F) divisé en CINQ CENTS (500) parts sociales de CENT FRANCS (100 F) se sont réunis au siège social sur convocation de la Gérance pour y statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Agrément de nouveaux associés,
- Démission de la Gérante,
- Nomination d'un nouveau Gérant,
- Questions diverses.

SONT PRESENTS

- | | |
|--|-----------|
| - Madame Corinne GRAVELINE, Associée, Gérante,
Porteur de | 25 parts |
| - La Société SFIR, représentée par
Madame Michèle FLEURY, Associée,
Porteur de | 475 parts |

TOTAL

500 parts

La Gérance rappelle que l'Assemblée a été régulièrement convoquée.

Une discussion générale est alors ouverte au cours de laquelle la Gérance répond aux diverses questions qui lui sont posées.

Elle demande que l'on passe aux votes des résolutions inscrites à l'Ordre du Jour.

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'agréer en qualité de nouveaux associés :

- Monsieur Frédéric GRAVELINE
- Monsieur Michel FLEURY et Madame Michèle FLEURY.

L'Assemblée Générale autorise la cession par la société S F I R de ses parts sociales au profit des susnommées et de Madame Corinne GRAVELINE.

En conséquence, l'Article 7 des statuts est modifié.

"Cette résolution est adoptée à l'unanimité"

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte de la démission de madame Corinne GRAVELINE et lui donne acte de sa gestion.

L'Assemblée Générale décide de nommer en qualité de nouveau Gérant pour une durée non limitée :

Monsieur Frédéric GRAVELINE
Né le 07 octobre 1966 à PUTEAUX (HAUTS DE SEINE)
De Nationalité Française
Demeurant : Domaine de la Pointe
7, rue du Docteur Bayon
77174 VILLENEUVE LE COMTE

Monsieur GRAVELINE est investi des pouvoirs prévus par la loi et les statuts.

En conséquence l'Article 14 des statuts est modifiés

"Cette résolution est adoptée à l'unanimité"

TROISIEME RESOLUTION

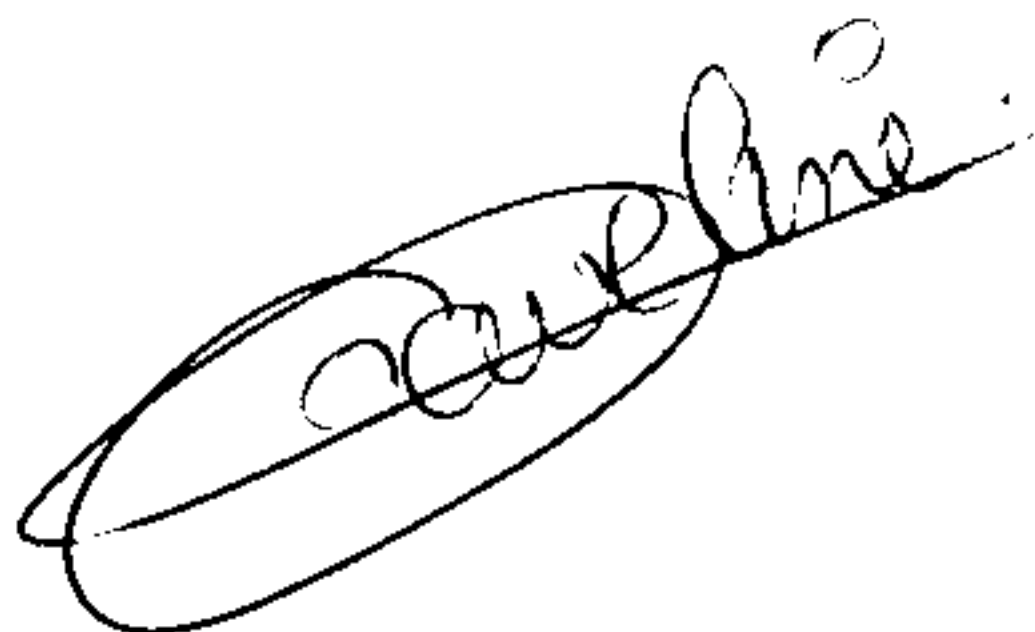
L'Assemblée confère tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire des présentes pour accomplir toutes formalités légales.

" Cette résolution est adoptée à l'unanimité"

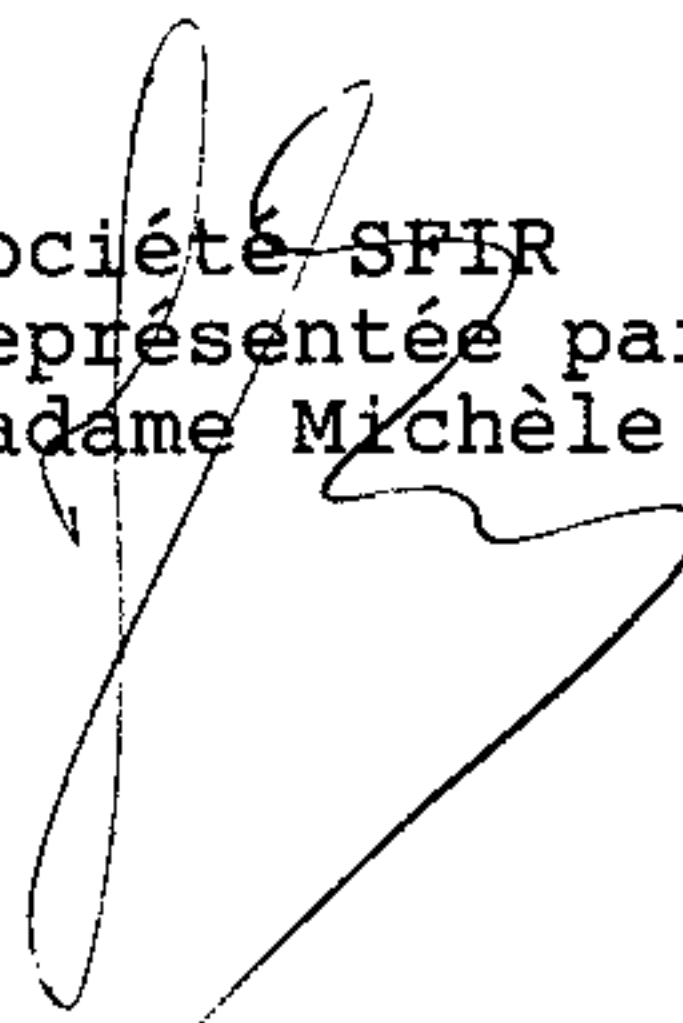
Plus rien n'étant à l'Ordre du Jour, la séance est levée à 18 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent Procès-Verbal qui a été signé par tous les Associés présents, après lecture.

Madame Corinne GRAVELINE



Société SP1R
représentée par
Madame Michèle FLEURY



CESSION DE PARTS SOCIALES

- La SOCIETE FACTURATION INFORMATIQUE RECOUVREMENT
Société Anonyme au Capital de 505.000 Francs, dont le siège
social est situé 2, avenue de Villiers 77580 CRECY LA
CHAPELLE

Ladite Société immatriculée au Registre du Commerce et des
Société de MEAUX sous le numéro B 330 287 327
Ci-après dénommée S.F.I.R.

DE PREMIERE PART

- Monsieur Frédéric GRAVELINE
Né le 07 octobre 1966 à PUTEAUX (HAUTS DE SEINE)
De Nationalité Française
Demeurant : Domaine de la Pointe
7, rue du Docteur Bayon
77174 VILLENEUVE LE COMTE

DE SECONDE PART

- Madame Corinne FLEURY épouse GRAVELINE
Née le 29 décembre 1967 à PARIS
De Nationalité Française
Demeurant : Domaine de la Pointe
7, rue du Docteur Bayon
77174 VILLENEUVE LE COMTE

DE TROISIEME PART

- Monsieur Michel FLEURY
Né le 08 février 1944 à PARIS
De Nationalité Française
- et Madame Michèle BOISLEME épouse FLEURY
Née le 09 février 1945 à LIEUSAIN (50)
De Nationalité Française
Demeurant ensemble : 62 bis, avenue de l'Ensoleillé
77580 CRECY LA CHAPELLE

DE QUATRIEME PART

VISÉ POUR TIRER A LA RECETTE
DE MEAUX S.O. N° 15/12/93...

R. 13... 6.02/2...

1000

COMPTES

trois cent quarante
deux mille cinq
cent quarante deux francs
CH. MEAUX

16500 x 4,8% = 792 F
6000 x 4,8% = 288 F
25000 x 4,8% = 1200 F
SR = 11,5% = 262 F
2542

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

La Société S.F.I.R. est associée dans la Société à Responsabilité Limitée "A.V.S." ayant pour objet : Toutes prestations de services.

Au capital de CINQUANTE MILLE FRANCS (50 000 F) divisé en CINQ CENTS (500) parts de CENT FRANCS (100 F) chacune et dont le siège social est fixé 2, avenue de Villiers 77580 CRECY LA CHAPELLE.

La Société "S.F.I.R." possède en cette qualité QUATRE CENT SOIXANTE QUINZE (475) parts de ladite Société.

Ces parts ont été attribuées à la Société "S.F.I.R." en rémunération de ses apports en numéraire, lors de la constitution de la Société.

Ladite Société à Responsabilité Limitée inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 345 070 023 a été constituée par acte sous seing privé en date à CRECY LA CHAPELLE du 25 janvier 1988, enregistré à MEAUX SUD le 23 février 1988 bordereau 8713.

I CESSION A MONSIEUR FREDERIC GRAVELINE

=====

Monsieur Michel FLEURY es-qualités cède avec toutes les garanties de droit à Monsieur Frédéric GRAVELINE qui accepte CENT SOIXANTE CINQ (165) parts que la Société "S.F.I.R." possède dans ladite Société.

Monsieur Frédéric GRAVELINE reconnaît avoir pris connaissance des statuts sociaux, de toutes résolutions prises et de tous procès-verbaux dressés à ce jour par les Assemblées et les accepte.

Cette cession aura son effet à partir de ce jour, date à compter de laquelle Monsieur Frédéric GRAVELINE sera propriétaire desdites parts, en touchera les revenus et bénéficiera de tous les avantages. A partir de cette date, également, il aura droit d'entrée aux Assemblées Générales.

La présente cession est faite moyennant le prix de SEIZE MILLE CINQ CENT FRANCS (16.500 F) pour les CENT SOIXANTE CINQ (165) parts cédées, somme que Monsieur Frédéric GRAVELINE s'engage à payer à la Société "S.F.I.R.", Monsieur Michel FLEURY es-qualités qui l'accepte.

Ladite cession sera notifiée par Huissier, conformément à l'article 20 de la Loi du 24 juillet 1966, à la Société, à défaut d'avoir été acceptée par elle dans les termes de l'article 1690 du Code Civil.

En tant que de besoin, les parties stipulent que la présente cession n'entre pas dans le cadre des dispositions de la loi du 19 juillet 1976, sur les plus-values immobilières.

(Signature)
de
de
de

II - CESSIION A MADAME CORINNE GRAVELINE

=====

Monsieur Michel FLEURY es-qualités avec toutes les garanties de droit à Madame Corinne GRAVELINE SOIXANTE (60) parts que la société "S.F.I.R" possède dans ladite société.

Madame Corinne GRAVELINE reconnaît avoir pris connaissance des statuts sociaux, de toutes résolutions prises et de tous procès-verbaux dressés à ce jour par les Assemblées et les accepte.

Cette cession aura effet à partir de ce jour, date à compter de laquelle Madame Corinne GRAVELINE sera propriétaire desdites parts, en touchera les revenus et bénéficiera de tous les avantages. A partir de cette date, également, elle aura droit d'entrée aux Assemblées Générales.

La présente cession est faite moyennant le prix de SIX MILLE FRANCS (6.000 F), somme que Madame Corinne GRAVELINE s'engage à payer à la société "S.F.I.R", Monsieur Michel FLEURY es-qualités qui l'accepte.

Ladite cession sera notifiée par Huissier, conformément à l'article 20 de la loi du 24 juillet 1966, à la société, à défaut d'avoir été acceptée par elle dans les termes de l'article 1690 du Code Civil.

En tant que de besoin, les parties stipulent que la présente cession n'entre pas dans le cadre des dispositions de la loi du 19 juillet 1976, sur les plus-values immobilières.

III - CESSIION A MONSIEUR ET MADAME MICHEL FLEURY

=====

Monsieur Michel FLEURY es-qualités cède avec toutes les garanties de droit à Monsieur et Madame Michel FLEURY qui acceptent DEUX CENT CINQUANTE (250) parts que la société "S.F.I.R" possède dans ladite société.

Monsieur et Madame Michel FLEURY reconnaissent avoir pris connaissance des statuts sociaux, de toutes résolutions prises et de tous procès-verbaux dressés à ce jour par les Assemblées et les acceptent.

Cette cession aura son effet à partir de ce jour, date à compter de laquelle Monsieur et Madame Michel FLEURY seront propriétaires desdites parts, en toucheront les revenus et bénéficieront de tous les avantages. A partir de cette date, également ils auront droit d'entrée aux Assemblées Générales.

La présente cession est faite moyennant le prix de VINGT CINQ MILLE FRANCS (25.000 F), somme que Monsieur et Madame Michel FLEURY s'engagent à payer à la société "S.F.I.R", Monsieur Michel FLEURY es-qualités qui l'accepte.

CG

RF
JP
W

Ladite cession sera notifiée par Huissier, conformément à l'article 20 de la loi du 24 juillet 1966, à la société, à défaut d'avoir été acceptée par elle dans les termes de l'article 1690 du Code Civil.

En tant que de besoin, les parties stipulent que la présente cession n'entre pas dans le cadre des dispositions de la loi du 19 juillet 1976, sur les plus-values immobilières.

Les statuts sociaux seront modifiés en conséquence des présentes cessions.

Les frais, droits et honoraires des présentes et ce qui en seront la conséquence seront à la charge des acquéreurs qui s'y obligent.

Tous pouvoirs sont donnés au porteurs d'un exemplaire des présentes, pour l'accomplissement de toutes formalités légales.

FAIT EN CINQ EXEMPLAIRES
dont un pour l'enregistrement

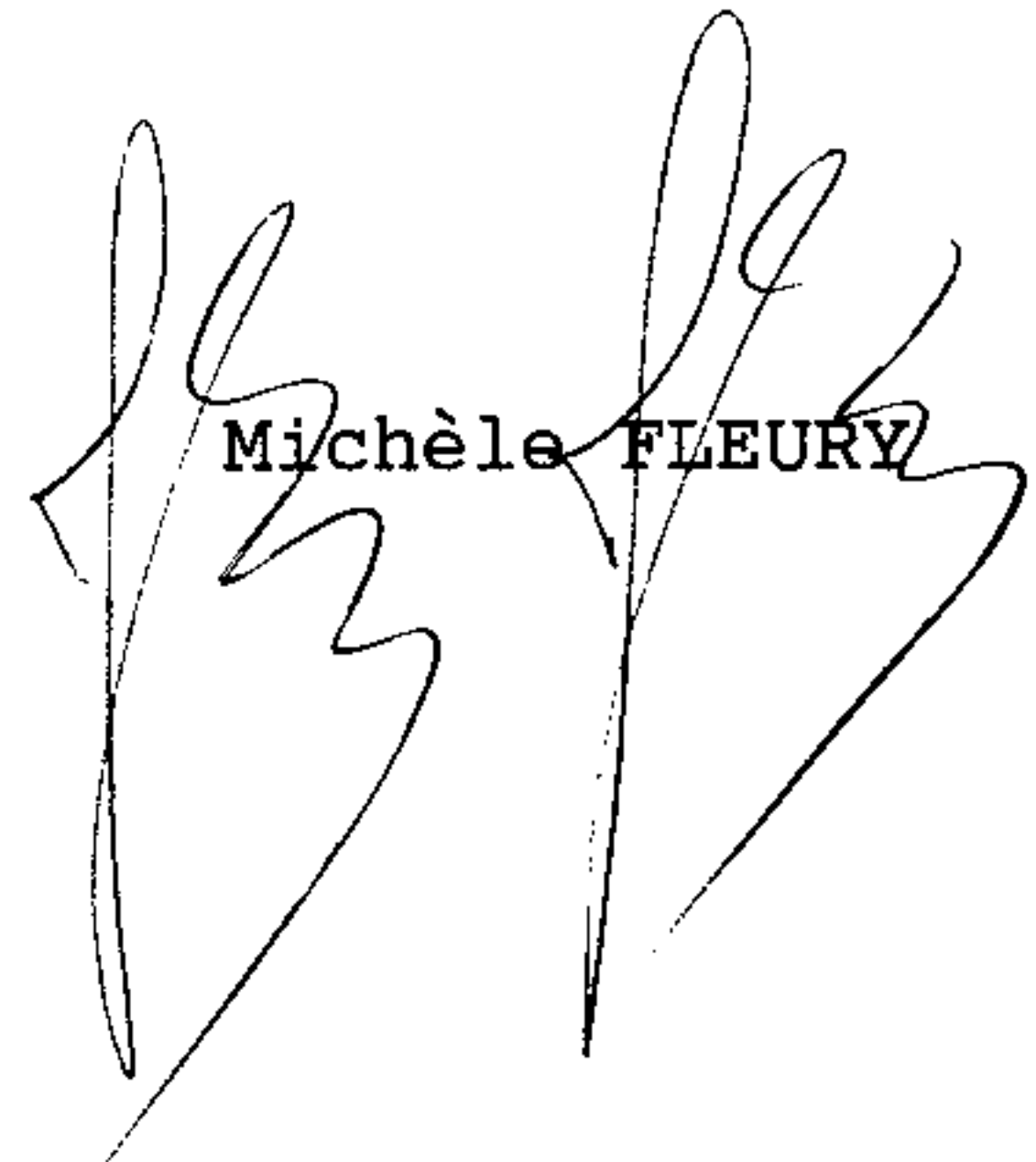
A

LE 01/10/93

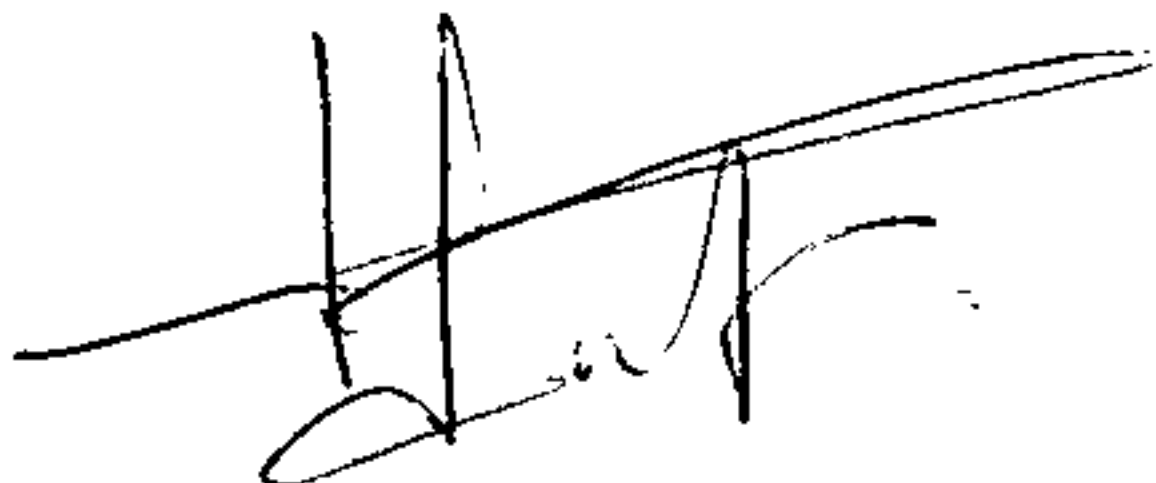
Michel FLEURY

A stylized, handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping loop on the left and a series of connected strokes on the right.

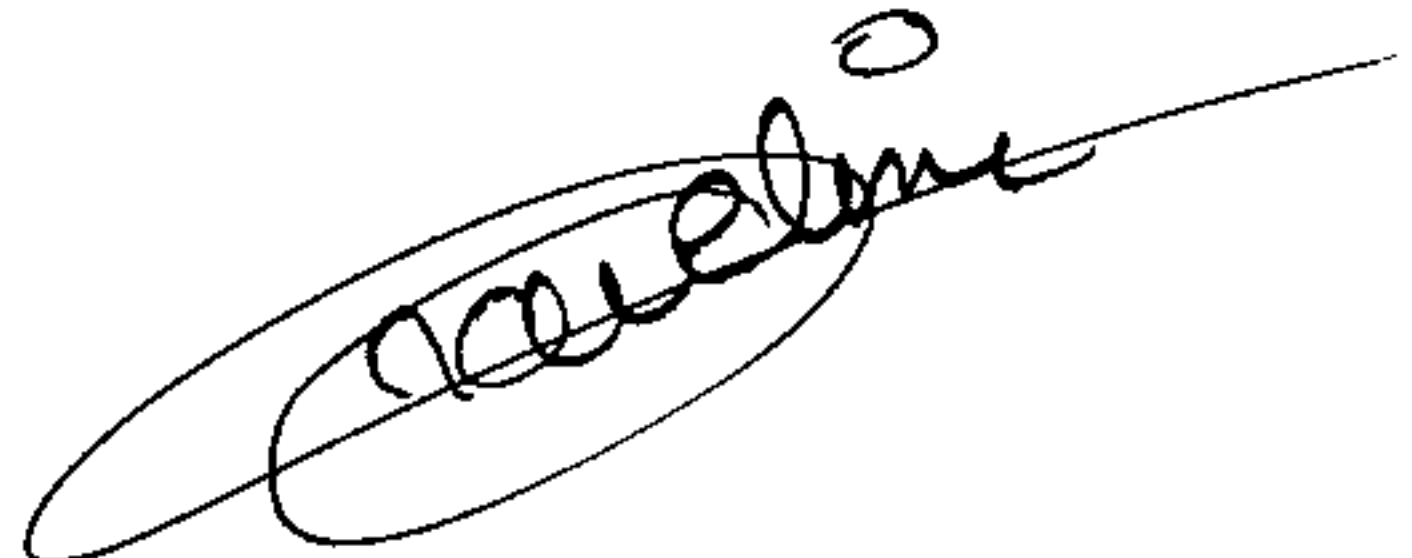
Michèle FLEURY

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of several sharp, vertical strokes and a large, sweeping loop on the right side.

Frédéric GRAVELINE

A stylized, handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping loop on the left and a series of connected strokes on the right.

Corinne GRAVELINE

A stylized, handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping loop on the left and a series of connected strokes on the right.

A.V.S.
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITE
AU CAPITAL DE : 50.000 FRANCS

SIEGE SOCIAL : Domaine de la Venise
2, avenue de Villiers
77580 CRECY LA CHAPELLE

=====

DECLARATION DE CONFORMITE

=====

LES SOUSSIGNES :

- Madame Corinne FLEURY épouse GRAVELINE
Née le 29 Décembre 1967 à Paris 75018
De Nationalité Française
Demeurant : Domaine de la Pointe
7, rue du Docteur Bayon
77174 VILLENEUVE LE COMTE
 - Monsieur Frédéric GRAVELINE
Né le 07 octobre 1966 à PUTEAUX (HAUTS DE SEINE)
De Nationalité Française
Demeurant : Domaine de la Pointe
7, rue du Docteur Bayon
77174 VILLENEUVE LE COMTE
 - Monsieur Michel FLEURY
Né le 08 février 1944 à PARIS 75018
De Nationalité Française
- et Madame Michèle BOISLEME épouse FLEURY
Née le 09 février 1945 à LIEUSAIN (50)
Demeurant ensemble : 62 bis, avenue de l'Ensoleillé
77580 CRECY LA CHAPELLE

Agissant en qualité de seuls associés de la Société à responsabilité Limitée "A.V.S." ci-dessus désignée, déclare que les modifications, de ladite Société a été effectuée conformément à la loi et aux règlements et qu'à cet effet :

- 1) Deux exemplaires des statuts modifiés ont été déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Meaux le
- 2) Deux exemplaires de la déclaration de conformité ont été déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de MEAUX le
- 3) qu'un avis a été publié dans le Journal d'Annonces Légales

FAIT A CRECY LA CHAPELLE

LE 01/10/93

EN DEUX EXEMPLAIRES

